



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n°2025-644

**Production et maintenance des indices de disparités des
dépenses à la consommation (IDC)**

Sommaire

ARTICLE.1. Objet du marché	4
ARTICLE.2. Procédure et forme du marché	4
2.1. Procédure utilisée.....	4
2.2. Forme du marché.....	4
2.3. Allotissement	5
2.4. Lieux d'exécution.....	5
ARTICLE.3. Documents contractuels.....	5
ARTICLE.4. Durée du marché et délais d'exécution	5
4.1. Durée du marché	5
4.2. Point de départ des prestations et durée d'exécution	6
4.3. Réunion préparatoire de lancement.....	6
4.4. Prestations supplémentaires / similaires	6
ARTICLE.5. Modifications du marché.....	6
5.1. Cession de marché public.....	6
5.2. Clause de réexamen	7
ARTICLE.6. Modalités d'exécution des prestations.....	7
6.1. Mode de passation des commandes	7
6.2. Mode de passation des marchés subséquents.....	8
6.3. Délais.....	8
6.4. Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande.....	8
ARTICLE.7. Modalités de suivi des prestations.....	9
7.1. Correspondants CCI France	9
7.2. Correspondants du Titulaire.....	9
7.3. Comités	9
ARTICLE.8. CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
8.1. Modalités d'exécution des bons de commande.....	9
8.2. Vérification et admission des prestations	10
8.3. Réception, ajournement, réfaction ou rejet.....	10
8.4. Livrables	11
ARTICLE.9. Compétences et moyens du Titulaire	11
9.1. Compétences	11
9.2. Correspondants du Titulaire.....	11
9.3. Chef de projet de CCI France	12
9.4. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement	12
9.5. Récusation du personnel	12
9.6. Statut du personnel du Titulaire	12
ARTICLE.10. Prix et modalités de révision.....	12
10.1. Contenu des prix.....	13

10.2. Forme des prix et variation	13
10.3. Modalités de la révision des prix	13
ARTICLE.11. modalités de règlement.....	13
11.1. Modalités de facturation.....	13
11.2. Acceptation du montant de la facture.....	14
11.3. Modalités de paiement en cas de groupement.....	14
13.4 Modalités de paiement direct du sous-traitant	15
11.4. Factures dématérialisées.....	15
11.5. Délais de règlement.....	15
11.6. Intérêts moratoires.....	15
11.7. Avances	15
11.8. Cession ou nantissement de créances	15
ARTICLE.12. Pénalités	16
12.1. Pénalités pour retard.....	16
12.2. Pénalité pour inexécution des prestations ou non communication des documents, attestations ou profils demandés	16
12.3. Autres pénalités.....	17
12.4. Modalités d'application.....	17
12.5. Exécution aux frais et risques du Titulaire.....	17
ARTICLE.13. Propriété intellectuelle	17
13.1. Notion de « Résultats » :	17
13.2. Champ de la cession :	17
13.3. Régime des connaissances antérieures	19
13.4. Garantie	19
13.5. La responsabilité du Titulaire de l'accord-cadre ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :	20
13.6. Droits du Titulaire de l'accord-cadre	20
13.7. Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire	20
13.8. Réversibilité	21
ARTICLE.14. Obligations du Titulaire	21
14.1. Conseil et information	21
14.2. Confidentialité et protection des données personnelles.....	21
ARTICLE.15. Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire	21
ARTICLE.16. Assurances	21
ARTICLE.17. Différends entre les parties.....	22
ARTICLE.18. Attribution de compétence.....	22
ARTICLE.19. Dérogations au CCAG.....	22

CCI France est l'établissement national fédérateur, animateur et coordinateur des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). Cet établissement public à caractère administratif de l'État a été créé par le décret n°64- 1200 du 4 décembre 1964.

CCI France a notamment pour objet de représenter les Chambres de Commerce et d'Industrie Territoriales (CCIT), ainsi que les Chambres de Commerce et d'Industrie Régionales (CCIR) afin de représenter et défendre les intérêts du commerce, de l'industrie et des services auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales ainsi qu'auprès des grands partenaires publics et privés.

CCI France participe aux travaux et est associée aux délibérations de nombreux organismes nationaux de concertation à vocation économique et sociale et joue pleinement un rôle de corps intermédiaire à vocation économique pour promouvoir le développement des entreprises et des territoires.

Les prises de position de CCI France sont transmises aux pouvoirs publics. Ses travaux d'analyse et de prospective donnent lieu à des publications régulières. CCI France a également pour mission de faciliter la mise en commun des bonnes pratiques et l'échange d'expérience afin d'accroître l'homogénéité et la qualité des prestations sur l'ensemble du territoire.

ARTICLE.1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché porte sur des prestations de plusieurs natures et portent sur deux éditions IDC :

- La définition et actualisation des produits et le calcul des dépenses commercialisables associées à chaque produit.
- Le calcul des IDC 2025, selon la méthodologie et le modèle économétrique proposés par le prestataire, qui reposera sur la dernière nomenclature INSEE disponible,
- La mise à jour des IDC selon les données INSEE (recensements, enquête Budget des Familles, consommation des ménages - CCCN, découpage IRIS, etc.) Les plus récentes pour l'édition 2025.

L'accord-cadre couvre les besoins des CCI de la France métropolitaine. Les éventuels marchés subséquents seront donc ouverts aux autres CCI désireuses de bénéficier de l'objet du marché.

ARTICLE.2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE

2.1. Procédure utilisée

La procédure utilisée pour la passation du marché est une procédure adaptée ouverte en application des articles L2123-1, R2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

2.2. Forme du marché

L'accord-cadre est mono-attributaire mixte, à marchés subséquent et à bons de commandes sans montant minimum mais avec un maximum de 125 000 € HT.

2.3. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti car l'objet du marché ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

2.4. Lieux d'exécution

Les prestations seront exécutées principalement dans les locaux du Titulaire et/ou à distance via internet

ARTICLE.3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) du marché et son annexe relative à la protection des données à caractère personnel ;
- L'annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Prestations intellectuelles désigné CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021);
- Les bons de commande afférents au marché ;
- L'offre technique du Titulaire.

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation des pièces, celles-ci prévalent dans l'ordre de leur énumération.

Les documents originaux du marché sont conservés par CCI France.

Il est à noter qu'en cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses du marché, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

ARTICLE.4. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

4.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il sera reconductible tacitement trois fois pour une période de 12 mois.

En cas de décision de non-reconduction, un écrit avec accusé de réception (mail ou courrier) sera transmis au titulaire trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Les bons de commande pourront être transmis au Titulaire pendant toute la durée du marché.

Le non-renouvellement ne donne lieu à aucun versement d'indemnités.

4.2. Point de départ des prestations et durée d'exécution

La date de début d'exécution est la date de notification du marché.

L'émission des bons de commandes ne peut se faire que pendant la durée de validité du marché. Néanmoins leur exécution peut courir au-delà du terme du marché pour un délai de 6 mois maximum. La durée d'exécution sera fixée dans les bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande préciseront la nature des prestations exécutées. L'exécution des prestations, objet des bons de commande, démarra à la date fixée dans les bons de commande par CCI France.

Les marchés subséquents ne pourront être conclus que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Leur exécution ne pourra dépasser la durée de l'accord-cadre que sur une durée de 6 mois.

4.3. Réunion préparatoire de lancement

Dès notification du marché au titulaire, une réunion préparatoire sera organisée avec CCI France au cours de laquelle seront définis l'ensemble des prérequis nécessaires à la mise en place du marché ainsi que le planning de mise en œuvre et la présentation des intervenants.

4.4. Prestations supplémentaires / similaires

En cours d'exécution du marché, CCI France se réserve la possibilité de faire réaliser des prestations supplémentaires par le Titulaire du présent marché.

Cette possibilité devra respecter des conditions énoncées aux articles R2194-2 à R2194-4 du Code de la Commande Publique.

CCI France se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire du présent marché conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE.5. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

5.1. Cession de marché public

La cession du marché par le Titulaire ne peut intervenir que dans les conditions des articles R2194-6 et suivants du code de la commande publique, étant précisé qu'elle est conditionnée à la conclusion d'un avenant librement conclu à cet effet par CCI France, avec le titulaire et le cessionnaire, notamment au regard des considérations suivantes :

- la cession n'emporte aucune autre modification substantielle que le changement de titulaire ;
- le cessionnaire satisfait aux conditions qui ont été fixées pour l'attribution de l'accord-cadre ;
- la cession n'a pas pour objet de soustraire l'accord-cadre aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

En tout état de cause, la cession ne peut qu'être globale, en ce qu'elle concerne l'accord-cadre. Le cessionnaire doit présenter des garanties techniques, professionnelles et financières au moins équivalentes à celles du Titulaire.

5.2. Clause de réexamen

Le présent marché pourra, le cas échéant, faire l'objet d'une modification en cours d'exécution dans le respect des conditions fixées aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

Plus particulièrement, le présent marché pourra faire l'objet d'une modification, sur le fondement de l'article R2194-1 du code précité.

Au titre de l'article R2194-1 précité, des modifications à l'accord-cadre sont susceptibles d'être apportées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes :

- possibilité d'introduire dans l'accord-cadre, des prestations complémentaires à celles prévues initialement et ce dans le cadre des solutions définies dans le présent CCAP ;
- substitution des solutions initiales par d'autres solutions plus performantes sans supplément de prix :
 - o après justification du titulaire de l'innovation des nouvelles fonctionnalités proposées,
 - o après approbation par CCI France de ces justifications ;
- modification législative et/ou réglementaire impliquant l'obligation de réaliser des prestations complémentaires non prévues dans le présent accord-cadre ;
- possibilité de réexaminer les conditions financières, notamment dans les cas suivants :
 - o en cas de réévaluation / réajustement du volume des prestations récurrentes fixé dans les unités d'œuvre du bordereau de prix, devenue nécessaire en fonction des éléments de suivi présentés lors des comités de suivi, cette réévaluation ayant lieu tous les 6 mois ;
 - o en cas de modification de l'environnement économique portant atteinte à l'économie générale de l'accord-cadre ou à son équilibre financier ;
 - o en cas d'événements extérieurs aux parties perturbant durablement ou sensiblement la réalisation des prestations.

Conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du code de la commande publique, les modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent accord-cadre.

Quelle que soit la modification, le Titulaire et CCI France se rencontrent afin de déterminer l'impact de ces changements sur l'exécution du marché et ses conditions financières.

ARTICLE.6. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Mode de passation des commandes

Les demandes de prestations font l'objet de bons de commande. Ces bons de commandes, datés et numérotés, sont établis par CCI France au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande est signé par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant ou toute autre personne qu'il a déléguée.

Adressé au Titulaire, le bon de commande mentionne :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence du bon de commande ;
- l'objet détaillé de la prestation ;
- les résultats et livrables attendus ;
- les délais de réalisation des prestations ;
- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande ;
- la date de la commande.

Le bon de commande peut être modifié par le Pouvoir Adjudicateur en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. CCI France adresse un bon de commande rectificatif au titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

6.2. Mode de passation des marchés subséquents

Les marchés subséquents pourront être passés tout au long de la durée de l'accord-cadre. Les marchés subséquents permettront au CCI désireuses de bénéficier de la prestation, objet du présent marché, de formaliser leur besoin dans les limites du présent accord-cadre. Le marché subséquent sera transmis directement par la CCI au Titulaire de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents préciseront à minima les quantités, les délais et le périmètre de la prestation (toujours dans les limites définies à l'accord-cadre). Les marchés subséquents pourront être reconductible dans la limite de validité de l'accord-cadre.

Les CCI auront alors la capacité de gérer l'exécution du marché subséquent de façon autonome et d'effectuer le paiement direct du Titulaire, selon les modalités qui seront décrites dans le marché subséquent.

Les prix conclus au niveau de l'accord-cadre sont des prix plafond que le titulaire s'engage à respecter pour les marchés subséquents. Le titulaire reste libre de proposer des prix plus bas.

6.3. Délais

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par mail qui fait foi de la date et de l'heure de la demande. Chaque bon de commande doit être notifié avant tout commencement d'exécution des prestations.

Le titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de dépassement des délais maximum indiqués dans le bon de commande pour l'exécution de la prestation et la livraison des résultats attendus, il est fait application de l'article « Pénalité » du présent CCAP.

6.4. Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande

Pour chaque commande, l'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations peut être décidé par CCI France et notifié au titulaire par lettre ou mail recommandée avec accusé de réception sans que cette décision nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement de la prestation, le montant dû par CCI France au titulaire.

L'arrêt des prestations pouvant avoir des conséquences sur l'emploi du personnel du Titulaire, il doit être prévu un préavis de 10 jours minimum pour notifier l'arrêt de la prestation. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre.

ARTICLE.7. MODALITES DE SUIVI DES PRESTATIONS

7.1. Correspondants CCI France

CCI France désigne un correspondant principal. Ce correspondant est chargé pour le compte de CCI France de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du Titulaire du présent accord-cadre.

7.2. Correspondants du Titulaire

Le Titulaire désigne un responsable de marché qui participe au comité de pilotage du marché et qui est l'interlocuteur privilégié de CCI France pour tout problème relatif à l'exécution du marché.

Le chef de projet est le garant vis-à-vis de CCI France de la qualité des prestations fournies. Ceci doit concrètement se traduire par le respect des niveaux d'engagement de service.

L'équipe est placée sous la responsabilité du chef de projet désigné qui est le seul interlocuteur auprès de CCI France pour l'ensemble des questions à traiter en cours de réalisation du marché.

Chaque membre de l'équipe doit être formé et compétent aux méthodes et aux outils utilisés ainsi qu'au contexte fonctionnel et organisationnel du marché.

7.3. Comités

Indépendamment des instances que le titulaire met en place en interne pour la maîtrise de ses activités, CCI France met en place une instance de pilotage mensuelle pour la maîtrise de l'accord-cadre : le comité de suivi. Voir en ce sens les informations du CCTP (Cahier des clauses techniques particulières)

ARTICLE.8. CONDITIONS D'EXECUTION

8.1. Modalités d'exécution des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base spécifications techniques et financières définis au stade du marché. Ces bons de commandes, datés et numérotés, sont émis par CCI France.

Par défaut, l'émission du bon de commande vaut commencement d'exécution des prestations concernées. Chaque bon de commande est signé par une personne habilitée à engager la structure puis adressé au Titulaire.

Le bon de commande mentionne :

- La référence du marché,
- La référence du bon de commande,
- L'objet détaillé de la prestation,
- Les délais de réalisation des prestations,
- Les prix HT,
- La quantité,
- Le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC de la commande,
- La date de la commande,
- La date de livraison
- L'adresse de facturation.

Le bon de commande peut être modifié par l'Acheteur en cours de réalisation de la prestation en cas d'erreur matérielle. Dans cette hypothèse, la prestation est suspendue. L'Acheteur adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire qui doit formellement notifier son acceptation de la modification.

Les bons de commande seront transmis par mail, les originaux signés étant scannés en pièces jointes au mail.

Les parties reconnaissent la valeur juridique de la transmission par mail, cette transmission faisant foi de la date et de l'heure de notification.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de dépassement des délais maximum indiqués dans le marché ou le bon de commande pour l'exécution de la prestation et la livraison des livrables attendus, il est fait application de pénalités pouvant donner lieu à une résiliation du marché.

Pour toute prestation non prévue au bordereau des prix initial du marché, le Titulaire établit un devis détaillé par référence aux profils et taux journaliers moyens qu'il a renseignés dans le bordereau de prix.

La présent article déroge à l'article 3.7 du GGAG-PI.

8.2. Vérification et admission des prestations

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-PI.

Tous les supports nécessaires à la réalisation de l'objet du présent marché et de ses bons de commande associés doivent être expressément réceptionnés par CCI France avant toute exploitation ou diffusion par le Titulaire.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au représentant du pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le Titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le présent marché et dans le bon de commande concerné, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le présent marché et dans le bon de commande concerné comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 26.3.1 du CCAG PI, le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de remise des prestations à l'Acheteur. Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont menées dans les locaux de CCI France conformément à l'article 26 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 26.2 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux opérations de vérification.

Toutefois par dérogation à l'article 26.5 du CCAG-PI, le Titulaire n'assiste pas aux vérifications.

8.3. Réception, ajournement, réfaction ou rejet

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet suivant les modalités de l'article 29 du CCAG-PI.

Toutefois, par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur décide d'ajourner la réception des prestations, le Titulaire du marché doit à nouveau présenter les prestations mises au point dans un délai qui est fixé par la décision d'ajournement. Cette dérogation au CCAG-PI concerne uniquement le délai octroyé au Titulaire pour présenter à nouveau à CCI France les prestations mises au point.

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI, lorsque l'Acheteur décide d'admettre avec réfaction de prix les prestations, il communique sa décision motivée au Titulaire en lui indiquant le taux de réfaction qu'il entend appliquer. Le Titulaire doit faire part de son acceptation dans un délai de 15 jours, à compter de la date de la notification de la décision de réfaction de prix. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le droit d'ajourner les prestations ou de les rejeter, dans un délai de 15 jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de 15 jours ci-dessus mentionné. Cette dérogation au CCAG-PI vise à préciser les délais octroyés au Titulaire pour formuler ses observations et son refus, et à CCI France pour lui permettre d'ajourner ou de rejeter les prestations en cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par ce dernier.

8.4. Livrables

Le Titulaire s'engage à transmettre à CCI France les livrables selon les prestations demandées et le calendrier définis. Ces livraisons feront l'objet de PV de livraison émis par le Titulaire et signés par CCI France.

Après présentation et remise par le Titulaire d'un livrable de nature documentaire, le chef de projet de CCI France dispose d'un délai fixé par défaut de 15 jours ouvrés pour :

1. Accepter le document remis par le Titulaire. Cette décision est formalisée par un procès-verbal de réception signé conjointement par le Titulaire et le chef de projet, puis notifiée au Titulaire.
2. Prendre une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Le Titulaire dispose alors par défaut d'un délai de 8 jours ouvrés pour :
 - Parfaire son travail ou présenter ses observations, en cas d'ajournement,
 - Présenter ses observations en cas de réfaction ou de rejet des prestations.

Passé ce délai de 8 jours ouvrés, le Titulaire est réputé avoir accepté la décision de CCI France.

En cas de présentation d'un nouveau document ou d'observations formulées par le Titulaire dans ce même délai, CCI France dispose par défaut d'un délai de 10 jours ouvrés pour notifier sa décision. Les modifications ou compléments apportés par le Titulaire à la suite de la demande de CCI France ne font l'objet d'aucune facturation.

En cas de nouveau rejet, CCI France se réserve le droit de procéder à la résiliation du présent marché, sans indemnité ni préavis.

Les délais par défaut de 10 et 8 jours ouvrés peuvent être adaptés en fonction de la complexité des livrables et du planning du projet.

ARTICLE.9. COMPETENCES ET MOYENS DU TITULAIRE

9.1. Compétences

Le Titulaire affecte à la réalisation des prestations des profils spécialisés dans les domaines concernés. Le Titulaire s'engage à maintenir les profils adéquats sur toute la durée d'une mission afin de garantir la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délai et de conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent marché.

9.2. Correspondants du Titulaire

Chef de projet

Le Titulaire désigne un chef de projet qui participe au comité de pilotage du marché et qui est l'interlocuteur privilégié de CCI France pour l'exécution du marché.

Ce responsable est le garant vis-à-vis de CCI France de la qualité des prestations fournies. Il lui revient de préconiser les actions qui s'imposent en tenant compte des exigences du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, d'en assurer la mise en œuvre et le suivi et de contrôler le produit avant la livraison.

Le chef de projet du prestataire a pour rôle de :

- Prendre en compte les méthodes et la culture du pouvoir adjudicateur (CCI FRANCE) ;
- Proposer des réponses techniques aux besoins ;
- Transmettre les livrables en temps et en heure
- Contrôler les délais ;
- Veiller à l'approvisionnement des moyens (personnel...) ;

- Identifier les difficultés, les risques et proposer des solutions ;
- Établir les règles de coordination entre les différents intervenants et veiller à leur application ;
- Établir les consignes de sécurité et de confidentialité.

Equipe du prestataire

La constitution, l'organisation et le fonctionnement de l'équipe doivent être explicitement détaillés dans l'offre du prestataire. L'équipe est placée sous la responsabilité du responsable de la prestation désigné qui est le seul interlocuteur auprès du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'ensemble des questions techniques à traiter en cours de réalisation du marché.

Le prestataire indiquera les interlocuteurs qui seront amenés à travailler en interface avec les équipes de CCI France.

9.3. Chef de projet de CCI France

Ce chef de projet, est chargé pour le compte de CCI France de diriger et de contrôler l'exécution des prestations et des réceptions. Il est l'interlocuteur direct et privilégié vis-à-vis du prestataire du présent marché.

9.4. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

Par dérogation aux délais mentionnés à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire doit impérativement, dans un délai de 5 jours ouvrés, en aviser le chef de projet CCI France par mail et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalents dans les 5 jours ouvrés. Ce remplaçant devra expressément être agréé par l'Acheteur qui se réserve le droit de récuser le remplaçant.

Le Titulaire dispose alors de 2 jours ouvrés pour proposer un nouvel intervenant.

En cas de nouveau rejet de l'Acheteur, le marché pourra être résilié de plein droit, sans préavis, et sans indemnités aux torts du Titulaire.

9.5. Récusation du personnel

Pendant toute la durée de la mission, l'Acheteur se réserve le droit de récuser les profils du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. L'Acheteur doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles il souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au présent document.

A défaut de désignation, ou si ce remplaçant est récusé, le marché est résilié aux frais et risques de l'entreprise Titulaire dans les conditions prévues à l'article « résiliation ».

9.6. Statut du personnel du Titulaire

Les personnels du Titulaire demeurent les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

ARTICLE.10. PRIX ET MODALITES DE REVISION

Le présent article déroge à l'article 10 du CCAG-PI.

10.1. Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'annexe financière sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Ils sont réputés être tout type de dépenses confondues, (notamment, les frais administratifs, les frais de repas dans le cadre d'intervention en région parisienne y compris des frais de déplacement et de séjour, liés à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.)

Aucune note de frais de la part du titulaire ne sera recevable pour CCI France.

10.2. Forme des prix et variation

Les prix du marché sont forfaitaires définitifs. Ils sont révisibles annuellement sur la base de l'indice « Syntec » dans les conditions définies ci-après.

Les prix du marché sont fermes pendant la première année d'exécution du marché et révisibles annuellement à la date anniversaire du marché.

10.3. Modalités de la révision des prix

Le Titulaire devra transmettre par mail, à l'adresse suivante marchespublics@ccifrance.fr, au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché, avec effet à la date anniversaire, une demande de révision contenant un fichier Excel à trois colonnes minimums : prix initial HT, prix révisé HT et écart. Le mail devra présenter les modalités de calcul en mentionnant la référence de la publication dans laquelle les indices ont été relevés.

A défaut de communication de ses nouveaux tarifs, le Titulaire restera engagé sur les prix initiaux.

La révision de prix, acceptée par CCI France ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Le prix sont révisibles dans les conditions suivantes :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 \left(\frac{S_y}{S_{y0}} \right)]$$

Dans laquelle :

- P est le montant révisé
- P₀ est le montant initial figurant à l'accord-cadre
- S_y est l'indice « Syntec », dernière valeur connue à la date de révision
- S_{y0} est l'indice « Syntec », dernière valeur connue le mois précédent la date de remise des offres,

Mois d'établissement des prix : le mois d'établissement des prix de l'accord-cadre est le mois de la date limite de remise des offres fixée pour l'accord-cadre.

Clause butoir : L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 3 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 3 %, CCI France négociera le taux d'évolution du prix avec le titulaire.

Clause de sauvegarde : CCI France se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 6%.

ARTICLE.11. MODALITES DE REGLEMENT

Le présent article déroge à l'article 11 du CCAG-PI

11.1. Modalités de facturation

Chacun des bons de commande fera l'objet d'un paiement.

Le paiement ne pourra intervenir qu'après exécution complète de la prestation indiquée sur le bon de commande et acceptation par CCI France.

L'ensemble de ces prestations fait l'objet d'un règlement unique définitif, sur présentation d'une demande de paiement et après validation et réception des prestations.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande, le cas échéant ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Afin de régler au plus vite la facture, il est important d'indiquer ces mentions à la demande de paiement.

CCI France se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliait ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué à l'Acte d'Engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

11.2. Acceptation du montant de la facture

CCI France vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées. Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par CCI France. Il est notifié au Titulaire si la demande de paiement a été modifiée ou si elle a été complétée comme indiqué ci-dessus. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

11.3. Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

13.4 Modalités de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par CCI France, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution. Le sous-traitant adresse au Titulaire sa facture libellée au nom du Titulaire qui la vise et l'envoie à CCI France à l'adresse de facturation indiquée. La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans la déclaration de sous-traitance.

11.4. Factures dématérialisées

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, CCI France les factures sont électroniques et à déposer ou à saisir sur le portail Chorus Pro accessible via l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour tout renseignement, le Titulaire peut consulter le site internet de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail Chorus Pro.

11.5. Délais de règlement

Le pouvoir adjudicateur règle les sommes dues au titre du marché dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (demande de paiement).

11.6. Intérêts moratoires

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par le pouvoir adjudicateur en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement au profit du Titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

11.7. Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, le versement d'une avance prévue dans les cas et les modalités stipulées ci-après, sera effectuée si le montant forfaitaire du marché ou du bon de commande y afférent est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cet avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-16 à R2191-19 du code de la commande publique.

11.8. Cession ou nantissement de créances

Le pouvoir adjudicateur remet au Titulaire à sa demande :

- soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande sera à adresser à :

CCI France
Secrétariat général – Pôle budget et comptabilité
8-10 rue Pierre Brossolette
92300 Levallois Perret

ARTICLE.12. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, les pénalités sont encourues par le simple fait de la constatation par CCI France et font l'objet d'une retenue par précompte sur les sommes dues au titulaire. Seules les pénalités encourues pour non-acquittement des formalités mentionnées au code du travail feront l'objet d'une mise en demeure préalable.

Les pénalités n'ont pas de caractère indemnitaire des préjudices de tous ordres subis par CCI France, ni libératoire des obligations du titulaire.

Les pénalités de retard sont constatées au regard des pièces du marché s et/ou du planning établi en accord avec les deux parties.

Les montants servant d'assiette au calcul des pénalités sont exprimés en HT.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

12.1. Pénalités pour retard

Cette pénalité est la suivante :

Objet de la pénalité	Modalité de calcul de la pénalité
Par quinzaine de jours de retard au regard du planning validé durant la réunion de lancement et à compter de la date de publication des données INSEE	200 € applicable dès le 16ième jour

12.2. Pénalité pour inexécution des prestations ou non communication des documents, attestations ou profils demandés

Outre les cas prévus ci-dessus, en cas d'inexécution d'une des obligations prescrites au, les pénalités suivantes sont applicables après mise en demeure préalable de CCI France :

Motif	Montant de la pénalité
Non-respect du profil du Responsable de site proposé au cours de l'accord-cadre	200 €
Non transmission des attestations ou documents listés à l'accord-cadre (assurance, registres divers, déclaration de la sous-traitance)	150€ par demande renouvelée et non exécutée. (Application dès le premier mail de relance)
Inexécution des prestations prévues à l'accord-cadre (CCP, et autre...)	150 € par manquement, inexécution ou retard d'exécution constaté

12.3. Autres pénalités

Pénalités pour non-acquittement des formalités mentionnées aux art. L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail. En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité égale à 10% du montant global exécuté de l'accord-cadre peut être infligée au Titulaire après mise en demeure s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs au travail dissimulé par dissimulation d'activité et d'emploi salarié.

En tout état de cause, le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

12.4. Modalités d'application

Il est entendu que les pénalités peuvent se cumuler, leur application viendra en déduction des factures à payer au Titulaire.

Si des dysfonctionnements sont constatés à plusieurs reprises pendant l'exécution de l'accord-cadre, CCI FRANCE se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité, par lettre recommandée avec accusé de réception dans les conditions prévues à l'article 32 du CCAG-PI.

Par ailleurs, CCI FRANCE se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts devant le juge pour réparation du préjudice subi par la faute du Titulaire.

12.5. Exécution aux frais et risques du Titulaire

Le Titulaire s'engage à assurer la continuité du service.

En cas de défaillance du Titulaire, CCI France se réserve la possibilité d'assurer le service, aux frais et risques du Titulaire, par toute personne physique ou morale et tous moyens appropriés et ce conformément à l'article 36 du CCAG-PI.

ARTICLE.13. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'article 35 CCAG PI.

Cet article organise la cession exclusive des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats de l'accord-cadre ainsi que l'ensemble des données, réalisés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, au bénéfice du pouvoir adjudicateur, selon les modalités ci-après :

13.1. Notion de « Résultats » :

S'entend par « résultats » tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, tels que et sans que cette liste soit exhaustive, les analyses, les recommandations, les méthodes, les procédures, les procédés, les textes et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

13.2. Champ de la cession :

La cession exclusive intervient au fur et mesure de la réalisation des résultats, au profit du pouvoir adjudicateur à savoir CCI France.

Cette cession est consentie, pour la France (incluant les DOM-COM et la Nouvelle-Calédonie) et pour une durée de 20 ans.

Les rémunérations perçues par le Titulaire au titre du présent accord-cadre rémunèrent à la fois les prestations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre et la cession des droits de propriété intellectuelle. Le pouvoir adjudicateur ne sera tenu au versement d'aucun droit d'auteur supplémentaire.

Elle emporte le transfert des droits patrimoniaux des résultats de l'accord-cadre, à savoir :

- le droit de reproduction : comprenant le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifié, par tout procédé, sur tout support y-compris ceux non encore connus à ce jour (tels que, et sans que cette liste ne soit limitative, papiers, magnétiques, électroniques, numériques, photographiques, filmographiques) ;
- le droit d'adaptation : comprenant le droit de traduire en toute langue, le droit de transposer ou de faire transposer tout ou partie des résultats sur quelque support que ce soit ; le droit de procéder ou faire procéder à toutes modifications, adjonctions ou suppressions et/ou d'incorporer les résultats, en tout ou partie, à toute œuvre préexistante ou à créer ; le droit d'adapter ou faire adapter, de corriger, de faire évoluer, de réaliser ou faire réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements des résultats ;
- le droit d'usage et d'exploitation : comprenant le droit de faire usage en tout ou partie à titre personnel ou au bénéfice de tiers, dans un but commercial ou non, à titre onéreux ou gratuit des résultats ; le droit de rétrocéder à des tiers les résultats, en tout ou partie, sous quelle que forme que ce soit, et notamment par le biais de cession, licence ou tout type de contrat, sous toute forme, à titre temporaire ;
- le droit de communication et de représentation : comprenant le droit de représenter ou de faire représenter tout ou partie des résultats, en tous lieux privés ou publics, notamment dans toutes les manifestations, conférences, salons ou colloques, et par tout procédé de communication y-compris ceux non encore connus à ce jour ; le droit de diffuser ou de faire diffuser, tout ou partie des résultats, de quelle que manière que ce soit, par tout procédé (notamment via une mise en réseau ou une mise en ligne sur internet comprenant les réseaux sociaux et sur l'intranet du réseau CCI FRANCE) et sur tout support, et ce pour tout public (personnes physiques ou morales publiques ou privées).

Pour les cas où tout ou partie des prestations peuvent être qualifiées de bases de données, il est expressément convenu que seul le pouvoir adjudicateur a la qualité de producteur de base de données au sens de l'article L 341-1 du Code de la Propriété Intellectuelle, et qu'il détient seul tous les droits y afférents.

Le présent article demeurera en vigueur après la cessation des présentes, pour quelle que cause que ce soit.

Le pouvoir adjudicateur reste par ailleurs seul propriétaire des documents, des données, des informations et fichiers qui pourraient être communiqués au Titulaire de l'accord-cadre pour les besoins des présentes ou auxquels ce dernier pourrait avoir accès et notamment le logo et la charte graphique de CCI France, ainsi que la marque IDC Indice de disparité des dépenses de consommation déposée par CCI France à l'INPI.

13.3. Régime des connaissances antérieures

La conclusion de l'accord-cadre n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le Titulaire de l'accord-cadre et les tiers désignés dans l'accord-cadre restent Titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le Titulaire de l'accord-cadre incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le Titulaire de l'accord-cadre concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans l'accord-cadre le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix de l'accord-cadre. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Les droits de modification, d'adaptation, de traduction s'exercent le cas échéant dans les conditions prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire de l'accord-cadre ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

13.4. Garantie

Le Titulaire de l'accord-cadre garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, y compris droit des bases de données, droit à l'image des personnes et des biens relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le Titulaire de l'accord-cadre garantit :

que tous les contributeurs, personnes morales ou personnes physiques, associés directement ou indirectement, à la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre ont cédé leurs droits de propriété intellectuelle dans des termes tels que l'exploitation de ces droits selon les dispositions de l'accord-cadre ne puisse en aucune façon être susceptible d'être contestée par l'un quelconque de ces tiers ayants-droit. Le Titulaire est tenu pour seuls responsables en cas d'action en contrefaçon intentée par un tiers. Cette responsabilité des Titulaires est engagée qu'ils aient été ou non conscients des manquements au droit de la propriété intellectuelle à l'origine d'éventuels litiges ;

qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des

connaissances antérieures du Titulaire de l'accord-cadre aurait porté atteinte. Si le pouvoir adjudicateur est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme ou toute autre action, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire de l'accord-cadre, il en informe sans délai le Titulaire de l'accord-cadre qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;

qu'il s'engage, dans ces hypothèses, à apporter au pouvoir adjudicateur toute l'assistance nécessaire à ses frais ;

qu'il s'engage, à son choix, soit (i) à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications de l'accord-cadre, soit (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit (iii) dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le Titulaire de l'accord-cadre prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, ou acte d'une autre nature du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire de l'accord-cadre, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

13.5. La responsabilité du Titulaire de l'accord-cadre ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur a fournies au Titulaire de l'accord-cadre pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur
- les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou à sa demande expresse.

13.6. Droits du Titulaire de l'accord-cadre

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelle que manière que ce soit, les résultats cédés.

Le Titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable de la personne responsable de l'accord-cadre.

13.7. Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

Le Titulaire s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire comme compris dans l'objet de l'accord-cadre et pouvant faire l'objet d'un usage libre par CCI France.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ne peuvent être opposés à la personne responsable de l'accord-cadre pour l'utilisation des résultats des prestations.

13.8. Réversibilité

Le Titulaire garantit à CCI France pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires pour assurer la totale réversibilité des services fournis, ce notamment dans le cas d'une résiliation anticipée du présent accord-cadre.

Au titre de la réversibilité, le titulaire devra fournir, entre autres, chaque document ou fichier ayant permis d'élaborer le calcul de l'IDC. A l'aide de ces documents, CCI France doit être en mesure de comprendre, reproduire et adapter les IDC.

ARTICLE.14. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

14.1. Conseil et information

Le Titulaire doit fournir au Pouvoir adjudicateur, l'ensemble des conseils, des mises en garde et des recommandations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement au Pouvoir adjudicateur, elles donnent obligatoirement lieu à la remise, dans les meilleurs délais, d'un document écrit de confirmation. Dans l'hypothèse où le Titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

14.2. Confidentialité et protection des données personnelles

Le Titulaire est sous-traitant de CCI France au sens du RGPD. Il s'engage ainsi à respecter le RGPD dans la gestion des données à caractère personnel traitées dans le cadre du marché pour le compte de CCI France.

ARTICLE.15. REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, CCI France se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du code du travail.

ARTICLE.16. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG PI, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les franchises d'assurances seront à la charge du Titulaire, du/des éventuels cotraitant(s) ou sous-traitant(s).

ARTICLE.17. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort du Pouvoir adjudicateur.

S'agissant de CCI France, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de la région Île-de-France

Préfecture de Paris

5, rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00

Fax : 01.82.52.42.95

Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

ARTICLE.18. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

En cas de litige résultant de l'application du marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile du Pouvoir adjudicateur.

ARTICLE.19. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Article du CCAP	Dérogations au CCAG-PI
3	4.1
8	26.5, 29.2.1, 29.3
9	3.4.3
10	10
11	11
12	14